

Lettre ouverte aux candidates et candidats aux élections régionales

19 mai 2021

Madame, Monsieur,

A la veille de ces élections majeures pour notre démocratie et au regard des prérogatives légales des conseils régionaux,

l'INDECOSA-CGT (association d'information, de défense des consommateurs-salariés, usagers des services publics et des locataires), souhaite connaître votre position sur une série de questions qui, nous l'espérons, permettra d'engager avec vous, à l'avenir, un dialogue que nous souhaitons constructif et fructueux pour nos concitoyens.

L'INDECOSA-CGT privilégie avant tout des actions consuméristes porteuses de valeurs sociales et environnementales.

Elle intervient dans un grand nombre d'instances où les intérêts des consommateurs sont en jeu.

Au plan national, elle est, notamment, membre du Conseil national de la consommation (CNC), du Conseil national des déchets (CND), du Haut Comité de la Qualité de Service dans les Transports. Elle entretient également des concertations avec les directions des opérateurs historiques (SNCF, EDF, La Poste).

Elle représente les consommateurs au sein des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC), des commissions départementales de surendettement, du logement, de l'aménagement commercial (CDAC), de la santé, etc.

L'INDECOSA-CGT est présente sur l'ensemble du territoire national avec plus de 280 associations départementales, locales et d'entreprises et dispose d'un agrément spécifique, attribué par les pouvoirs publics, qui la classe dans les 5 premières associations de consommateurs en France.

Elle dispose également d'un agrément pour représenter les usagers dans les

instances hospitalières ou de santé publique.

L'INDECOSA-CGT regroupe, au niveau national, tous les adhérents de la CGT, actifs, retraités, privés d'emplois, et de nombreux adhérents individuels.

Nos questions portent sur la nécessité d'établir un dialogue régulier et approfondi entre le Conseil régional et les associations de consommateurs sur des questions qui relèvent directement de leurs compétences respectives.

Nous ne manquerons pas de répercuter vos réponses auprès de nos adhérent(e)s.

Questions INDECOSA-CGT :

1. TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les régions peuvent contribuer à une vaste et nécessaire transition énergétique, agricole et écologique : lutte contre le changement climatique, limitation des gaz à effets de serre, préservation de la biodiversité, aménagement durable du littoral, rénovation énergétique de l'habitat mais aussi adaptation de nos modes de production et de consommation.

Merci de nous indiquer vos orientations en la matière et si vous êtes favorable au principe d'une consultation systématique du conseil régional (inexistante à ce jour) des associations de consommateurs agréées sur tous les dossiers structurants et ayant un impact direct sur les consommateurs et usagers en matière de transition énergétique et écologique.

2. TRANSPORTS

Les régions sont des autorités organisatrices des transports non urbains de plein exercice (gestion des aéroports, des Trains Express Régionaux (TER), des transports routiers interurbains et scolaires, de la voirie, des gares publiques routières...)

Merci de nous indiquer vos orientations en matière de desserte et de politique tarifaire, et si vous êtes favorable au principe d'une consultation systématique du

conseil régional (inexistante à ce jour) des associations de consommateurs agréées sur tous les dossiers structurants et ayant un impact direct sur les consommateurs et usagers en matière de transports. Etes-vous favorable à la gratuité des transports, et dans quelles conditions ?

3. ENVIRONNEMENT ET ACCES AUX SERVICES

Les régions sont compétentes, en matière de gestion des déchets, e gestion de l'eau, d'élaboration du plan régional pour la qualité de l'air, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de mise en place de centres de santé pour lutter contre la désertification médicale, d'équipements sportifs et culturels ...

Merci de nous indiquer vos orientations en la matière et si vous êtes favorable au principe d'une consultation systématique du conseil régional (inexistante à ce jour) des associations de consommateurs agréées sur tous les dossiers structurants et ayant un impact direct sur les usagers en matière d'accès aux services (santé, services publics, culture, sport ...) et d'environnement.

4. TOURISME ET LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMERIQUE

(compétences partagées avec les départements).

Les régions sont compétentes dans ces deux domaines (et chefs de file, par rapport aux départements, en matière de tourisme).

Merci de nous indiquer vos orientations en la matière et si vous êtes favorable au principe d'une consultation systématique du conseil régional (inexistante à ce jour) des associations de consommateurs agréées sur tous les dossiers structurants et ayant un impact direct sur les consommateurs et usagers en matière de tourisme et de fracture numérique.

5. ENGAGEMENT ET CITOYENNETE

Au cœur de l'engagement citoyen, les associations demeurent des acteurs incontournables.

Elles constituent des espaces de confiance, d'éducation citoyenne et de solidarité. Par là même, elles donnent un sens à la vie des nombreux bénévoles en offrant à ces derniers la possibilité d'agir de façon désintéressée, dans une logique de partage et de réciprocité.

Ancrées dans nos territoires, elles sont le creuset de la démocratie et de la participation citoyenne, et jouent un rôle d'alerte et d'innovation sociale indispensable sur lequel les régions peuvent s'appuyer. Les baisses budgétaires successives des années 2018, 2019 et 2020 ont mis en danger l'ensemble du mouvement consumériste (associations de consommateurs et Centres techniques régionaux de consommation, dont plusieurs ont fermé, qui aident à la résolution des litiges par leur service juridique et assurent les actions de formation des bénévoles des diverses associations).

Les spécificités de territoires, les fermetures incessantes de lieux d'accueil accueil dans tous les secteurs ne peuvent être remplacés remplacées entièrement par le numérique. Les consommateurs reçus dans nos permanences cherchent, au-delà de la solution, à leurs problèmes, un lien social et un lieu d'écoute.

Merci de nous indiquer, compte tenu des champs d'intervention partagés entre les régions et les associations de consommateurs, si vous êtes ouvert au principe d'un éventuel subventionnement des structures consuméristes quand nos associations sont prêtes à s'engager sur des programmes d'action définis par le conseil régional (par exemple, conseil et orientation des usagers en matière de maîtrise de l'énergie et de rénovation énergétique).

Pour votre information, dans le prolongement du congé de représentation, **notre association INDECOSA CGT revendique le Statut du Militant Associatif**, qui permet sur tout le territoire, une présence reconnue de tous les militants investis dans les associations.

Nous vous remercions, Madame, Monsieur, de vos réponses.

Veillez agréer l'expression de notre sincère considération

Coordonnées de l'association départementales qui s'adressera directement aux candidats :

Lieu, date :

Nom, prénom :

Adresse courrier :

Adresse courriel :

Téléphone :

Signature :